

## **Ni répression ni concession : l'Université de Chicago et le mouvement *Students Against the Rank* (mai 1966)**

Le 11 mai 1966, plusieurs centaines d'étudiants de l'Université de Chicago décidèrent d'occuper les bâtiments administratifs du campus pour protester contre la transmission aux services de la conscription américaine (*Selective Service System*) du classement des étudiants mâles en fonction de leurs résultats scolaires, les meilleurs obtenant un sursis, les autres devant servir dans les forces armées combattant au Viêt-nam. Face à l'occupation et à l'ultimatum posé par les étudiants, regroupés dans l'organisation ad hoc *Students Against the Rank* (*SAR* ou Les étudiants contre le classement), les autorités universitaires adoptèrent une double approche : elles refusèrent à la fois de faire appel aux forces de l'ordre pour libérer les locaux et d'accéder aux demandes des étudiants sous la pression. Pendant toute la durée de l'occupation, le seul mot d'ordre de la direction de l'Université de Chicago fut que les négociations ne commenceraient qu'après le départ des étudiants du bâtiment administratif, un message transmis aux étudiants par quelques enseignants jouant le rôle de médiateurs. Dans ces conditions, le mouvement perdit rapidement de sa vigueur et les étudiants votèrent, pour témoigner de leur bonne foi, de mettre volontairement un terme à l'occupation le 13 mai, soit au bout de trois jours, tout en laissant derrière eux un petit groupe d'étudiants chargé de maintenir la pression sur l'administration. A la stupéfaction du *SAR*, cette dernière ordonna aux employés d'attendre la libération totale du bâtiment avant de reprendre le travail. Loin de radicaliser les étudiants, la détermination de l'administration acheva de les démobiliser. Sur les conseils d'enseignants respectés, ils décidèrent de retirer la force symbolique d'occupation et de s'efforcer de convaincre l'ensemble du corps professoral de voter contre le classement, le Conseil des enseignants (*Faculty Council*) étant l'instance dirigeante pour toutes les questions relatives à l'enseignement.

Cet exemple bien connu des théoriciens du mouvement étudiant américain des années soixante est particulièrement instructif dans la mesure où il représente un double tournant dans l'histoire du mouvement étudiant des années 1960 et dans la réaction des institutions universitaires face à la contestation. Jusqu'alors en effet, les groupes protestataires étudiants s'étaient contentés de dénoncer la politique américaine au Viêt-nam et les atteintes aux libertés individuelles sans inclure les universités sur le banc des complices de l'engagement américain en Asie du Sud-Est. De plus, la décision des autorités universitaires de ne pas répondre par la force aux protestataires constitua une rupture avec les attitudes qui avaient prévalu par le passé sur d'autres campus.

Loin de vouloir retracer par le détail l'histoire des relations du mouvement étudiant américain et des institutions universitaires, cette présentation entend réfléchir, à partir de cet exemple, sur les rapports entre mouvement étudiant et administration universitaire d'une part, et mouvement étudiant et enseignants d'autre part, pour tenter de dégager une typologie de leurs relations. Parent pauvre de l'historiographie sur le mouvement étudiant américain des années 1960<sup>1</sup>, cette réflexion est en effet d'autant plus fondamentale qu'à partir des événements de Chicago, la contestation étudiante se concentra sur les campus et s'enrichit de la protestation des étudiants noirs et latinos protestant contre la persistance du racisme à l'université. Perdant définitivement son statut de « tour d'ivoire », l'université américaine devint à cette période l'un des principaux enjeux de la critique du « système » exprimée par le mouvement étudiant de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

### **Un tournant dans le mouvement étudiant des années 1960**

L'occupation du bâtiment administratif de l'Université de Chicago par un groupe d'étudiants contestataires fit couler beaucoup d'encre tant sur place que dans le reste du pays, mettant à la disposition du chercheur quantité de documents sur les différentes facettes des événements. Outre les grands quotidiens locaux et nationaux, l'affrontement entre étudiants et administration fit également l'objet d'une importante couverture dans le journal étudiant quotidien de l'université, le *Chicago Maroon*<sup>2</sup>. Les archives de l'administration de l'université<sup>3</sup> et les quelques documents de l'organisation SAR conservés permettent d'offrir une perspective différente sur les enjeux de la protestation.

L'intérêt pour ce conflit localisé s'explique par la rupture qu'il constitua dans l'histoire du mouvement étudiant américain des années soixante<sup>4</sup>. A Chicago comme ailleurs dans le pays, l'exemple des quatre étudiants de Greensboro, point de départ en 1960 d'un vaste mouvement de sit-ins pour la déségrégation dans le Sud, sonna définitivement le réveil des campus en incitant les étudiants à témoigner leur solidarité avec les activistes du Sud et à dénoncer la persistance de la ségrégation dans leur région. A l'université de Chicago, de petits groupes d'étudiants se formèrent immédiatement pour soutenir les branches locales du *Student for Non-Violent Coordinating Committee* et du *Congress for Racial Equality* et dénoncer la ségrégation de la politique de logement de l'université<sup>5</sup>. A la même époque, d'autres étudiants privilégiaient la lutte contre la reprise des essais nucléaires et pour la liberté d'expression<sup>6</sup> dans le cadre d'organisations locales agissant en ordre dispersé. Le développement de l'organisation *Students for a Democratic Society* au début des années 1960 contribua à doter le mouvement naissant d'une certaine cohérence idéologique et organisationnelle et une section locale ne tarda pas à se

former sur le campus de l'Université de Chicago<sup>7</sup>. Actif sur tous les fronts de la Nouvelle Gauche étudiante naissante, le SDS se distingua également des autres groupes par sa dénonciation immédiate de la politique étrangère américaine au Viêt-nam et assumait progressivement le rôle de principale organisation de lutte contre la guerre<sup>8</sup>, dans le contexte de l'engagement croissant des Etats-Unis en Asie du Sud-Est à partir de l'annonce par le président Johnson des bombardements américains sur le Viêt-nam du Nord le 7 février 1965. Dès lors, les manifestations se multiplièrent dans tout le pays : actifs principalement dans la rue, les jeunes contestataires exprimèrent également leur refus de la politique américaine sur les campus de leurs universités : à partir du printemps 1965, les *teach-ins* (forums de discussion sur la guerre) se multiplièrent et étudiants et enseignants sympathisants signèrent des pétitions demandant le retrait des forces américaines.

Jamais cependant avant le sit-in du bâtiment administratif par les *Students Against the Rank* de mai 1966, une université n'avait ainsi été accusée d'être la complice du système militaro-industriel identifié par les étudiants comme la cause de l'engagement américain au Viêt-nam. Ce n'était certes pas la première fois qu'une université américaine faisait l'objet des protestations des étudiants : il suffit de rappeler les événements du *Free Speech Movement* de Berkeley à l'automne 1964 pour s'en convaincre. Mais toutes les protestations antérieures s'étaient concentrées sur des problèmes internes à l'université – le règlement intérieur, la liberté d'expression et d'opinion – et n'avaient pas fondamentalement remis en cause le rôle de l'université dans la société et ses liens avec le pouvoir<sup>9</sup>. Le mouvement des étudiants de l'université de Chicago constitua donc une rupture dans l'histoire de la Nouvelle gauche américaine et de ses relations avec l'institution universitaire : pour la première fois, en effet, la vague de contestation étudiante touchait une université privée d'élite, aux liens étroits avec l'*establishment* politique local et national.

Le détonateur du mouvement étudiant fut l'annonce par le président de l'université, George Beadle début mai 1966 que l'université allait transmettre le classement aux services de la conscription, dans un contexte d'augmentation du nombre de troupes américaines envoyées au Viêt-nam. La question avait déjà été longuement débattue sur le campus tant par les étudiants que par les enseignants : en février 1966, 75 enseignants de l'Université de Chicago avaient signé une pétition avec 75 autres collègues de la région protestant l'ingérence du *Selective Service* dans l'éducation. Le département des sciences sociales de l'université s'était quant à lui prononcé, sous l'influence d'un enseignant particulièrement actif dans la lutte contre la guerre du Viêt-nam, pour l'abolition de tout système de notation. Le numéro du *Chicago Maroon* daté du 3 mai 1966 publiait une déclaration d'opposition au classement des étudiants mâles, parrainée par le SDS et signée par 232 étudiants *undergraduates*, 30 *graduates* et 20 enseignants<sup>10</sup>. Initialement,

L'administration de l'université de Chicago avait tenté de désamorcer la crise en indiquant que seuls seraient transmis les classements des étudiants qui en donnaient l'autorisation. Cette politique ne parvint pas à satisfaire les opposants au classement puisqu'elle consacrait la collaboration de l'université avec la machine de guerre. La formation de l'organisation ad hoc *Students Against the Rank* (SAR) le 6 mai accrut encore la tension, puisque les étudiants menacèrent d'occuper le bâtiment de l'administration si l'université ne consentait pas à renoncer à sa politique. Devant le refus des autorités universitaires annoncé par le président Beadle, les étudiants passèrent à l'acte le 11 mai 1966.

Cette occupation du bâtiment administratif de l'université n'était pas la première du genre, puisque les étudiants de Berkeley avaient déjà occupé un étage de bureaux de l'administration de l'Université de Californie. Le caractère novateur du mouvement de Chicago tint à la durée de l'occupation et surtout à la réaction qu'il suscita. Alors que les étudiants californiens avaient été immédiatement délogés par une intervention musclée des forces de polices appelées en renfort par le président de l'université et soldée par plusieurs centaines d'arrestations, leurs homologues de Chicago eurent à faire face à une toute autre réaction de l'administration : George Beadle ordonna l'évacuation de tous les employés et opposa aux jeunes protestataires une attitude ferme mais calme, consistant à refuser à la fois toute répression du mouvement et toute négociation avant la fin totale de l'occupation. Cette tactique porta ses fruits puisqu'elle réussit à démobiliser les étudiants qui, comme on l'a vu, finirent de libérer les locaux le 16 mai, suivant les conseils de plusieurs enseignants respectés ayant joué le rôle d'intermédiaires. Improvisée par l'administration mise devant le fait accompli, cette tactique s'inspira néanmoins fortement des enseignements tirés des événements de Berkeley où l'appel aux forces de l'ordre dans l'enceinte traditionnellement sacrée du campus et l'arrestation violente de centaines de manifestants pacifistes par les forces de l'ordre avaient contribué à radicaliser le mouvement protestataire et à rallier à la cause des manifestants nombre d'étudiants et d'enseignants restés neutres jusque là. La manière dont l'administration de l'Université de Chicago parvint à mettre un terme à la confrontation fut louée par les autorités universitaires de tout le pays et fut rapidement qualifiée de « Chicago Plan » ou tactique de « *stand-off* ».

### **L'invention du « Chicago Plan » par l'administration**

Le caractère novateur de la réaction des autorités universitaires de Chicago et le rôle essentiel joué par les enseignants dans ce conflit permettent d'enrichir la réflexion sur les relations entre mouvement étudiant et institution universitaire. L'intérêt suscité par cet épisode illustre toute l'habileté de la réaction de l'administration qui ressortit grandie de la confrontation.

Reprenant ici les analyses de Donald W. Light<sup>11</sup>, sociologue des mouvements sociaux, il est possible de dégager certaines caractéristiques intéressantes du *stand-off*, troisième voie entre les tactiques classiques de la répression (*fight-off*) et de la concession (*buy-off*)<sup>12</sup>.

Les administrateurs de l'Université de Chicago tirèrent de la confrontation de Berkeley la leçon qu'il ne faut jamais compliquer les questions en jeu : le recours à la police pour arrêter les manifestants sur le campus californien transforma les enjeux du mouvement pour la liberté de parole en une confrontation autour de la question de la répression et mina la position de l'administration. Dans les conflits non-violents en effet, la partie la plus passive a le plus de chance de convaincre le reste de la communauté de la justesse de sa cause. Cette règle de la passivité relative permet de comprendre pourquoi les autorités universitaires cherchent souvent à présenter les manifestants comme plus agressifs qu'ils ne le sont vraiment. La décision des autorités de l'université de Chicago de ne pas empêcher le *sit-in* et de ne prendre aucune mesure répressive pour mettre un terme à l'occupation participait de cette logique. Elles purent ainsi présenter le SAR comme le responsable de l'escalade du conflit et les étudiants comme irresponsables. Le *stand-off* comprend également une logique inhérente de capitulation des étudiants à la perspective de l'administration : tandis que les protestataires réclamaient l'abolition d'une politique profondément injuste et affirmaient que les autorités refusaient de modifier leur politique et même d'en discuter, l'administration clamait qu'elle était toute prête à négocier dès que les étudiants auraient libéré les locaux. Avec le temps, la position de l'administration ne pouvait que se renforcer. En effet, le message avancé est que la manifestation a porté ses fruits et qu'il est temps d'arrêter l'occupation illégale pour commencer à négocier. La tactique du *stand-off* favorise donc, par définition, la position des autorités car c'est alors son analyse de la situation qui l'emporte dans le reste de la communauté. Cette tactique a également pour conséquence de diviser les rangs des protestataires : ces derniers s'opposent rapidement en deux camps – celui des militants jusqu'au-boutistes et celui des modérés favorables à la négociation. Ainsi, rapidement les militants du SAR se divisèrent au profit d'une majorité favorable aux négociations et à la libération des locaux, chose faite après trois jours d'occupation. Les protestataires sentaient en effet que leur intransigeance desservait leurs objectifs en contribuant à aliéner le reste de la communauté universitaire, et en particulier les enseignants, donnée fondamentale du conflit.

### **Le rôle clé des enseignants**

Les étudiants du SAR comptaient sur le soutien des enseignants pour faire fléchir l'administration de l'université. Cependant, malgré l'intérêt d'un petit nombre d'enseignants pour l'enjeu du mouvement et ce avant même le début de l'occupation<sup>13</sup>, la grande majorité des

enseignants ne prit jamais vraiment l'objet de la contestation à cœur. Si la demande de transmission du classement des étudiants posait bien le problème de la collaboration de l'université avec la machine de guerre américaine, le refus de classer les étudiants ou l'attribution de la note A à tous créait une inégalité de fait avec les étudiants des autres universités et ne réglait pas le problème de l'injustice du sursis dont bénéficiaient les étudiants par rapport aux autres jeunes Américains, en particulier les jeunes noirs défavorisés du ghetto entourant le quartier de l'université de Chicago. La complexité de la question et le fait qu'elle ne concernait que les étudiants mâles<sup>14</sup> (et pas les professeurs aussi jeunes soient-ils) nuisaient également à l'émergence d'une solidarité avec les jeunes protestataires. Contrairement aux contraintes sur la liberté de parole, la conscription n'affectait pas les enseignants directement. De plus, nombreux étaient les enseignants à penser que le classement n'était qu'un prétexte utilisé par les étudiants radicaux pour réclamer davantage de pouvoir dans le fonctionnement de l'université. Paradoxalement, la plupart des enseignants et de l'administration étaient contre le *sit-in* parce qu'il perturbait le bon fonctionnement de l'université et violait la liberté d'expression traditionnelle de l'université. Seule une poignée d'enseignants soutint les étudiants tout au long de l'occupation, tandis que la plupart se rangeait du côté de l'administration. Les quelques enseignants assumant le rôle de médiateurs comprenaient les motifs de protestation des étudiants mais critiquaient leurs méthodes. Ils finirent par convaincre les étudiants de quitter les bâtiments pour que les négociations puissent commencer. Plus que des intermédiaires, les enseignants étaient en réalité le groupe détenteur du pouvoir de décision sur l'enjeu du mouvement : en effet, toutes les questions relatives à l'enseignement, comme les notations, relevaient du pouvoir du *Faculty Council*, et non de l'administration. Informés de cette situation, les étudiants du SAR acceptèrent donc plus facilement de quitter les locaux pour faire campagne auprès de chaque enseignant, et en particulier de ceux membres du Conseil des enseignants. Mais, pour toutes les raisons évoquées plus haut, ils n'obtinrent pas gain de cause et le 24 mai 1966, le conseil se prononça (32 voix contre 3) pour une résolution favorable au maintien de la politique actuelle de classement, tout en recommandant à l'administration de prendre des sanctions disciplinaires contre les jeunes protestataires pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise. Quelques jours plus tard, le sénat des enseignants (*Facultu Senate*), bien qu'il soit une instance consultative, se prononça lui aussi à une majorité écrasante (85 pour cent) pour le maintien de la politique actuelle de l'université<sup>15</sup>. Les sondages d'opinion effectués, quelques mois après le *sit-in*, auprès des enseignants des différentes divisions de l'université par la deuxième commission paritaire étudiants-enseignants sur la politique de classement de l'université, confirmèrent ces résultats, même si les opinions étaient plus divisées<sup>16</sup>.

Comme pour les réactions des autorités administratives, l'exemple de l'université de Chicago permet d'établir une typologie des attitudes des enseignants face au mouvement étudiant : à la minorité d'enseignants radicaux, soutenant les revendications des étudiants et les tactiques employées, s'opposaient d'une part les enseignants que l'on peut qualifier de conservateurs institutionnels et d'autre part, les enseignants ayant une position intermédiaire. A Chicago comme dans d'autres conflits, les conservateurs institutionnels prirent la défense de l'institution contre toute perturbation de son bon fonctionnement ; pour eux, la question de la conscription n'était qu'un prétexte utilisé par les étudiants radicaux, manipulateurs de la masse, une interprétation confortée par l'emménagement du Bureau National de l'organisation militante *Students for a Democratic Society* dans le quartier de l'université de Chicago quelques mois avant le début du mouvement. Le groupe intermédiaire, quant à lui, était plus modéré : partageant avec les conservateurs le désir de retrouver le calme au plus vite et le soutien général à la politique de l'université en matière de classement, il n'en restait pas moins à l'écoute des étudiants et estimait fondée leur revendication de davantage de pouvoir dans le fonctionnement de l'université. Par contre, ces enseignants étaient fermement opposés à la tactique des étudiants et jouèrent donc à ce titre le rôle d'intermédiaires pour essayer de sortir de l'impasse du *stand-off*.

## **Epilogue**

Finalement, la question de la conscription et du classement des étudiants continua d'être débattue après l'évacuation du bâtiment mais l'université, malgré la nomination de la commission paritaire évoquée plus haut, ne changea jamais de politique et continua de transmettre les résultats des étudiants mâles avec leur permission. Les étudiants organisèrent un deuxième *sit-in* (officiellement appelé *study-in*) au printemps 1967 sur les mêmes thèmes dans les locaux de l'administration. Cette fois, les autorités de l'université prirent des sanctions disciplinaires contre les manifestants qui furent suspendus. L'abolition de ce système de sélection par l'administration du *Selective Service* elle-même quelques mois plus tard mit fin à la contestation.

Compte tenu du succès de la tactique de l'administration dans le conflit de mai 1966, il est intéressant de s'interroger sur les raisons de ce revirement tactique un an plus tard. Les raisons de ce changement sont à chercher tant dans l'université elle-même que dans l'évolution du mouvement étudiant à l'échelle du pays. Si le premier *sit-in* n'avait pas donné lieu à des sanctions, l'administration de l'Université de Chicago avait amendé son règlement intérieur, sur recommandation du Sénat des enseignants, pour y inclure de nouvelles dispositions relatives aux mouvements de protestation et aux sanctions encourues. Les étudiants qui décidèrent d'occuper les bureaux de l'administration au printemps 1967 le firent en toute connaissance de cause des

risques. De son côté, l'administration ne souhaitait pas paraître trop tolérante envers les jeunes protestataires, en particulier aux yeux des *Trustees* ou membres du conseil d'administration de l'université. Ces derniers, personnalités du monde politique et financier local et national, jouaient en effet un grand rôle dans le financement de cette université privée, fortement dépendante des contributions extérieures, et ne voyaient pas d'un bon œil un mouvement perturbateur du bon fonctionnement de l'institution vénérable. La fermeté affichée face aux étudiants était également un signal envoyé à toute la communauté universitaire pour tenter d'éviter une escalade de la contestation sur le campus, dans un climat d'agitation grandissante dans tout le pays.

La poursuite de la guerre du Viêt-nam, malgré l'ampleur et le nombre des protestations, contribua à radicaliser les étudiants qui, de plus en plus, dénonçaient la corruption d'un système dominé par les intérêts du complexe militaro-industriel agissant au détriment du peuple américain. Dans ce contexte, les liens étroits tissés entre les universités – en particulier des institutions prestigieuses comme l'université de Chicago – et le gouvernement fédéral<sup>17</sup> étaient perçus comme une complicité avec la politique étrangère américaine et les étudiants revendiquaient pour l'université le rôle d'institution morale indépendante du pouvoir. Le *sit-in* du SAR de mai 1966 marqua le début d'un vaste mouvement de protestation contre la « complicité » de l'université, thème majeur de la contestation estudiantine jusqu'au déclin de l'agitation des campus au début des années 1970. Dès le deuxième jour de l'occupation, des mouvements similaires apparurent sur d'autres campus de la ville et du pays. A partir de ce moment-là, les universités ne cessèrent d'être la cible des critiques de plus en plus radicales des étudiants : aux attaques contre leurs liens avec la machine de guerre américaine s'ajouta à partir de l'automne 1967 une dénonciation de leur attitude et de leur fonctionnement jugés racistes par les minorités d'étudiants noirs et latinos qui se mobilisèrent pour revendiquer l'égalité de traitement avec les étudiants blancs et leur part du pouvoir de décision dans le fonctionnement des universités.

Si l'échauffement des esprits lié à radicalisation des deux camps dans la deuxième moitié des années 1960 et au début des années 1970 ne permit pas la réutilisation de la tactique du *stand-off* ailleurs dans le pays, les événements de l'université de Chicago n'en furent pas moins cruciaux à deux égards : après l'épisode de Berkeley, ils finirent de développer chez les étudiants de tout le pays le sentiment d'appartenir à un même mouvement au-delà des différences de situation inhérentes à la variété des universités aux Etats-Unis. Dès lors, tous les étudiants, qu'ils soient inscrits dans une grande université privée, une université publique, un petit collège libéral ou un établissement de formation professionnelle, se reconnaissaient dans la lutte de leurs camarades face aux autorités administratives jugées non réceptives aux demandes des étudiants,

arbitraires et à la solde du gouvernement. De plus, les événements du SAR permirent de mettre en valeur deux facteurs clés de l'évolution des mouvements étudiants que sont les réactions des autorités universitaires et des enseignants et contribuer ainsi à combler une importante lacune de l'historiographie américaine sur cette période.

---

<sup>1</sup> L'historiographie est dominée par trois écoles : la première, la plus influente dans le milieu universitaire, est celle des anciens participants de la Nouvelle Gauche, au premier rang desquels il convient de mentionner GITLIN (Todd) et son ouvrage *The Sixties: Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam, 1987. Généralement positive, voire nostalgique, l'interprétation de ces auteurs met l'accent sur la manière dont le mouvement étudiant a profondément transformé (en mieux) le visage politique et social des États-Unis. La seconde école regroupe les défenseurs d'une conception conservatrice du mouvement étudiant : parfois eux-mêmes d'anciens participants, ces auteurs, comme Peter COLLIER et David HOROWITZ, voient dans l'activisme des années 1960 le début d'un affaiblissement des valeurs et des fondements de la société américaine. Enfin, une école néo-libérale (au sens américain du terme « libéralisme ») voit dans le mouvement étudiant des années 1960 la fin du libéralisme né avec le New Deal (voir notamment FRASER (Steve) and GERSTLE (Gary) ed., *The Rise and Fall of the New Deal Order*, Princeton, Princeton University Press, 1990) et le début de la fragmentation du pays en groupes identitaires opposés. Au-delà de leurs différences de fond, ces trois types d'interprétation mettent toutes l'accent sur les groupes étudiants et autres organisations activistes et retracent l'histoire de cette période en analysant les relations de ces groupes entre eux et avec le pouvoir, négligeant la plupart du temps de prendre en compte la dimension purement universitaire des protestations.

<sup>2</sup> Voir principalement les éditions du *Chicago Tribune*, du *New York Times* et du *Chicago Maroon* pour la période du 11 au 20 mai 1966.

<sup>3</sup> La source la plus intéressante pour cette présentation est le Rapport de la deuxième commission étudiants-enseignants sur la politique de classement de l'université (*Report of the Second Student-Faculty Committee on the University Ranking Policy*) de janvier 1967, Bibliothèque de l'Université de Chicago, *Special Collections, General Archival Files, Politics and Protest Movements, Box 4, Folder 1*. Ce rapport résume les conclusions de la première commission paritaire sur cette question et étudie les possibilités d'une évolution de la politique de l'université. Il est mentionné plus loin sous l'appellation *Report of the Student-Faculty Committee*.

<sup>4</sup> Sur la renaissance de l'activisme étudiant au début des années soixante, voir notamment ANDERSON (Terry H.), *The Movement*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 43-86 et TEODORI (Massimo) ed., *The New Left: A Documentary History*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1969, p. 15-53.

<sup>5</sup> *Chicago Maroon*, 11 nov. 1960, 17 fév. 1961, 9 nov. 1961, 24 jan. 1962 - 6 fév. 1962.

<sup>6</sup> Les étudiants s'opposaient particulièrement aux activités de la Commission des activités antiaméricaines de la Chambre des Représentants (*House Un-American Activities Committee*), vestige du maccarthysme, chargée de lutter contre toute activité « subversive » dans le pays.

<sup>7</sup> *Chicago Maroon*, 17 nov. 1964

<sup>8</sup> Sur le développement du SDS, voir particulièrement GRANJON (Marie-Christine), *L'Amérique de la Contestation : Les Années Soixante aux États-Unis*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985, p. 185-222.

<sup>9</sup> Les manifestants du FSM avaient amorcé cette voie avec leur critique de l'université-usine du savoir, bureaucratique et anonyme.

<sup>10</sup> Voir LYTTLE (Bradford), *The Chicago Anti-Vietnam War Movement*, Chicago, Midwest Pacifist Center, 1988, p. 60

<sup>11</sup> Donald W. Light, Jr. "Directed resistance: the structure of tactics in student protests" in LIGHT (Donald W., Jr) and John SPIEGEL, *The Dynamics of University Protest*, Chicago, Nelson-Hall, 1977, p. 77-89.

<sup>12</sup> LAMMERS (Cornelis J.), "Tactics and strategies opposed by university authorities to counter student opposition", in LIGHT (Donald W., Jr) and SPIEGEL (John), *The Dynamics of University Protest*, Chicago, Nelson-Hall, 1977, p. 173.

<sup>13</sup> Voir la pétition mentionnée plus haut. De plus, la commission d'enseignants sur les problèmes de la politique étrangère formée mi 1965 au moment de l'engagement massif américain au Viêt-nam devint très active à partir du début 1966, résultant en une série de propositions pour la définition de la politique de

---

l'université sur cette question. Ces propositions transmises à la direction de l'université ne furent finalement suivies d'effet (et encore pour une seule d'entre elles) qu'après l'occupation du bâtiment par les étudiants du SAR. Voir LIGHT, *ibid.*, p. 84.

<sup>14</sup> Il est intéressant de noter que de nombreuses étudiantes participèrent au SAR, soit par solidarité désintéressée, soit en soutien à un frère ou un ami directement concerné par la conscription.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>16</sup> *Report of the Student-Faculty Committee*, p. 23-24.

<sup>17</sup> Depuis la seconde guerre mondiale, les universités bénéficiaient de larges subventions de l'Etat fédéral destinées à les aider à faire face à l'afflux d'étudiants consécutif du baby-boom. Ces subventions étaient souvent conditionnées à la réalisation de recherches, souvent militaires, pour le compte du Pentagone et des autres ministères.